



La centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly emploie 1 500 salariés et fait vivre 9 100 personnes

La centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly emploie 1 500 salariés, dans des métiers à dominante technique. Ses commandes et ses besoins de sous-traitance génèrent 930 emplois. L'activité de la centrale fait vivre 9 100 personnes, y compris 980 emplois induits par la consommation des emplois directs, indirects et de leurs familles. Au total, 60 % des 3 410 emplois permanents, sont localisés dans un territoire de 30 communes autour de Dampierre-en-Burly. Les activités d'ingénierie, contrôle et analyses techniques et celles de réparation-installation de machines et d'équipements sont les secteurs économiques les plus impactés par l'activité de la centrale, avec une majorité de fournisseurs implantés en Centre-Val de Loire.

Auteurs : Florian Le Goff, Julien Bruyas (Insee)

Avec les sites de Belleville, Chinon, Dampierre et Saint-Laurent, la région Centre-Val de Loire accueille quatre Centres Nucléaires de Production d'Électricité (CNPE). Douze réacteurs fournissent 20,7 % de l'électricité d'origine nucléaire produite en France, plaçant le Centre-Val de Loire juste derrière Auvergne-Rhône-Alpes (22,1 %) et Grand-Est (21,3 %). Le CNPE de Dampierre comporte quatre réacteurs. Il est le 2^e établissement industriel

du département du Loiret et le 3^e du Centre-Val de Loire.

Des métiers à forte qualification technique

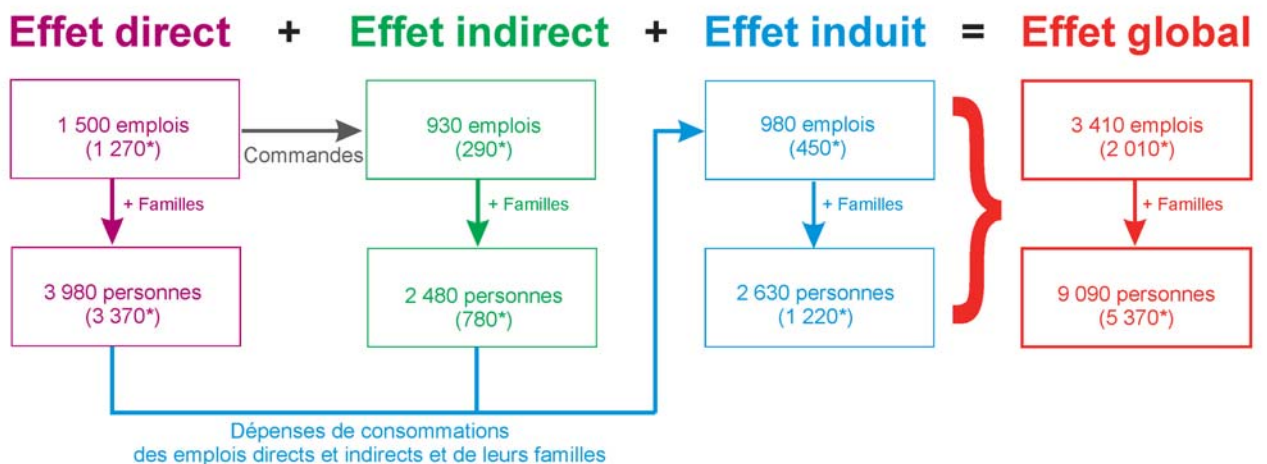
En 2018, le CNPE de Dampierre emploie 1 500 salariés, des professions intermédiaires pour les deux tiers (techniciens d'exploitation, chargés d'affaires et de projets, etc), et des cadres pour un tiers (figure 1). Les métiers présents sont à dominante technique,

caractéristiques du secteur d'activité : ingénieurs et techniciens de la production et distribution d'énergie, techniciens d'exploitation et de maintenance.

Le site apporte à l'économie locale des emplois stables et des salariés plus jeunes que les autres actifs : les contrats des employés du CNPE sont presque exclusivement à durée indéterminée et ces derniers sont moins âgés que les actifs occupés habitants le territoire d'inscription du CNPE.

1 9 100 personnes concernées par le CNPE de Dampierre en France métropolitaine

Nombre d'emplois directs, indirects et induits par le CNPE de Dampierre



* au sein du territoire d'inscription du CNPE de Dampierre (voir définitions)

Champ : emploi et population au lieu de résidence - les alternants ont été pris en compte comme des emplois à mi-temps.

Sources : Insee, appariements CLAP-DADS-FEE-RP ; EDF - CNPE de Dampierre

Un cinquième des salariés a moins de 30 ans (et 17 % 50 ans ou plus), ce qui traduit une politique de recherche de stabilité et d'anticipation. Les trois quarts des salariés vivent en couple, 74 %, soit trois points de plus que dans le territoire d'inscription (*définitions*).

La moitié d'entre eux a au moins un enfant à charge (pour un total de 1 400 enfants). Un tiers des salariés occupent un logement mis à disposition par EDF ou une de ses filiales. De ce fait, les salariés du CNPE sont en moyenne moins souvent propriétaires de leur logement que les actifs du territoire d'inscription (56 % contre 67 %).

Les commandes et la consommation des salariés et de leurs familles génèrent 1 910 emplois en France métropolitaine

Les commandes passées par le CNPE de Dampierre à des fournisseurs et sous-traitants irriguent un tissu de 1 100 établissements et soutiennent l'emploi indirect de 930 salariés.

Le caractère ponctuel ou saisonnier de certaines opérations nécessite un recours à la sous-traitance. Les activités des prestataires concernent de l'ingénierie, du contrôle et des analyses techniques (23 % des emplois indirects), ainsi que de la réparation et installation de machines et d'équipements (21 %) et des travaux de construction spécialisés (16 %).

La consommation de produits et services de la part des salariés directs, indirects et de leurs familles induit 980 emplois à proximité de leur domicile. Un cinquième de ces emplois correspond aux écoles, 12 % aux activités hospitalières et 11 % aux commerces de détail.

La région Centre-Val de Loire regroupe près de la moitié des emplois indirects générés par les commandes passées par le CNPE. La consommation des salariés directs et indirects permet de maintenir 750 emplois induits dans la région.

Au total, 9 090 personnes en France métropolitaine sont impactées directement, indirectement ou de façon induite par la présence du CNPE dont 7 150 en Centre-Val de Loire.

Une influence économique forte sur le Giennois et le Val de Sully

Les 3 410 emplois liés au CNPE de Dampierre se trouvent principalement dans une zone de 30 communes situées autour du CNPE (*figure 2*). Ce territoire est exclusivement situé dans le Loiret. Il compte 66 000 personnes dont 5 370 sont concernées par les emplois du CNPE. Il comprend la presque totalité des 26 000 habitants de la Communauté des

Communes Giennoises et les trois quarts des 25 000 habitants de la communauté de communes du Val de Sully. Gien est la seule commune de plus de 10 000 habitants du territoire d'inscription. Elle est située à l'est de celui-ci et 14 000 habitants y résident en 2016. D'autres villes localisées le long de la Loire comme Châteauneuf-sur-Loire, Sully-sur-Loire et Briare accueillent plus de 5 000 habitants. Dampierre-en-Burly, sur laquelle le CNPE est localisé, regroupe quant à elle 1 500 habitants. Gien et Ouzouer-sur-Loire sont les deux communes les plus concernées en volume par les emplois liés au CNPE. Elles accueillent 290 emplois directs, indirects ou induits chacune. Enfin, 140 personnes dont les emplois sont liés au CNPE résident à Dampierre-en-Burly, soit un cinquième de la population active occupée de la commune. La voiture est utilisée majoritairement pour effectuer les déplacements domicile-travail. De part sa taille, Gien accueille huit des dix plus importants flux de déplacements domicile-travail effectués au sein du territoire, principalement en provenance de Briare (450 personnes), Poilly-lez-Gien (400) ou Châtillon-sur-Loire (350). Deux volumes de déplacements domicile-travail importants se font également en direction de Dampierre-en-Burly, en provenance de Gien et de Ouzouer-sur-Loire (respectivement 380 et 250 personnes). Les échanges avec l'extérieur de la zone sont particulièrement négatifs avec Orléans : 1 000 personnes quittent le territoire pour se rendre au travail à Orléans, 300 font le chemin inverse. Au contraire, ils sont positifs avec des communes situées au sud de la zone comme

Bonny-sur-Loire ou Beaulieu-sur-Loire.

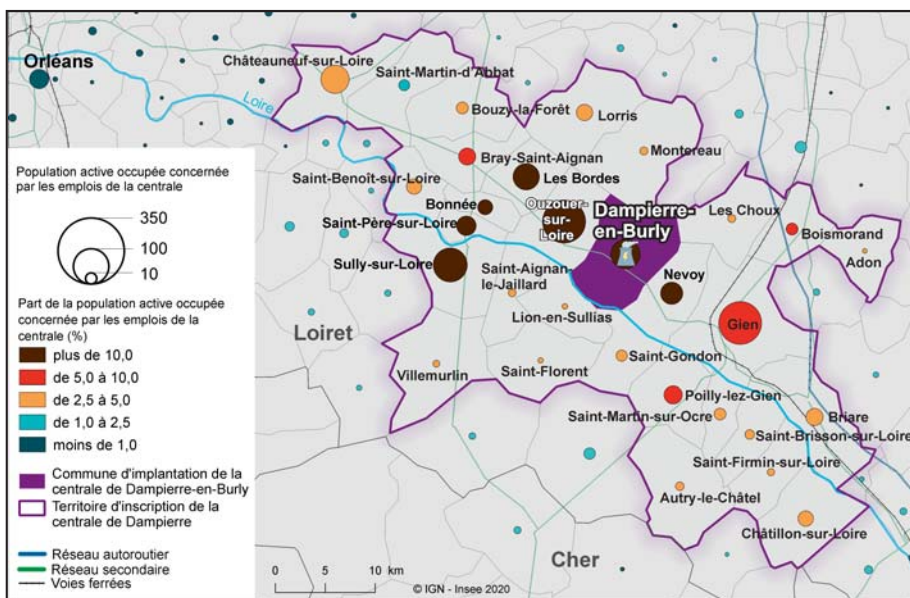
Un territoire industriel structuré autour de la production et distribution d'électricité

Les deux CNPE de Belleville et Dampierre, proches de 40 kilomètres, jouent un rôle majeur dans le maintien du tissu industriel de l'Est du Loiret. Ainsi, la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné y regroupe en proportion six fois plus d'emplois que toute la région Centre-Val de Loire.

Le travail du bois, industries du papier et imprimerie rassemble quant à lui quatre fois plus d'emplois. La fabrication de machines et équipements est également une spécificité du territoire.

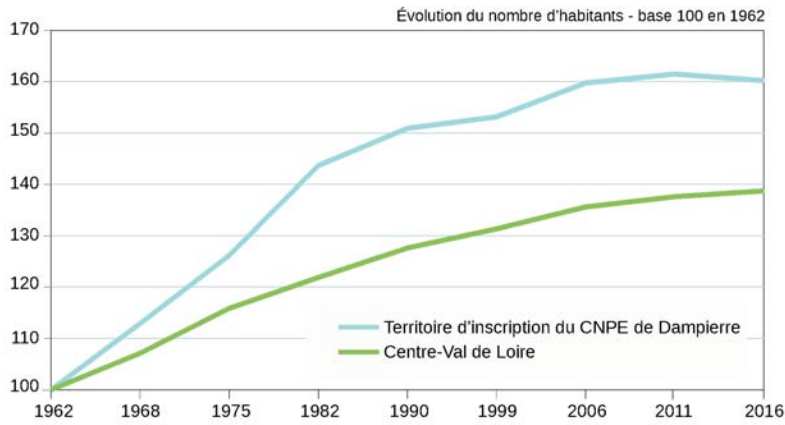
La population du territoire d'inscription du CNPE de Dampierre a progressé de manière soutenue entre 1962 et 2006, au rythme de + 1,1 % par an (0,7 % pour la région). Depuis plus de dix ans la croissance démographique est à l'arrêt (*figure 3*), dans ce périmètre qui compte désormais 66 300 habitants. Sous l'effet de la dégradation du solde naturel (moins de naissance et plus de décès) et du solde migratoire (plus de départ que d'arrivées), la population locale vieillit (un habitant sur quatre a plus de 65 ans, 5 points de plus qu'en région Centre-Val de Loire). Le solde migratoire est désormais négatif pour toutes les classes d'âge, à l'exception des 25-29 ans et des 55-74 ans. Dans un territoire plutôt rural qui peine à renouveler sa population active, le secteur de la production d'électricité et les secteurs industriels présents semblent pouvoir attirer des jeunes actifs.

2 Un territoire d'inscription de 30 communes autour du CNPE de Dampierre



Sources : Insee, appariements CLAP-DADS-FEE-RP 2015 ; EDF, salariés et commandes 2016

3 Une population en croissance sur le long terme, stable sur la dernière période



Source : Insee, Recensements de la population (base de données communales BDCOM 2019)

4 Une évolution de l'emploi en deçà de celle de la région (en %)

Profil des emplois : répartition et évolution entre 2006 et 2016

	Territoire d'inscription	Centre-Val de Loire
Évolution annuelle moyenne des emplois 2006-2016	- 0,5	- 0,3
Évolution annuelle moyenne des emplois présents* 2006-2016	0,0	0,0
Évolution annuelle moyenne des emplois productifs* 2006-2016	- 1,1	- 0,8
Part des emplois productifs 2006	48,6	37,8
Part des emplois productifs 2016	45,8	36,0

* voir définitions

Source : Insee, RP 1975 à 1990 exploitations lourdes lieu de travail - RP 1999 à 2016 exploitations complémentaires lieu

L'emploi en déclin

Le CNPE de Dampierre est le premier employeur du territoire d'inscription qui offre au total 27 000 emplois. Depuis 2006, en parallèle à la population, l'emploi diminue de - 0,5 % par an (- 0,3 % pour la région Centre-Val de Loire). Les emplois présents se maintiennent, comme dans l'ensemble de la région tandis que ces emplois productifs diminuent, même si le territoire conserve nettement un profil industriel. La part d'emplois productifs est supérieure de 10 points à celle de la région (figure 4).

Sept emplois indirects sur dix en dehors du territoire d'inscription

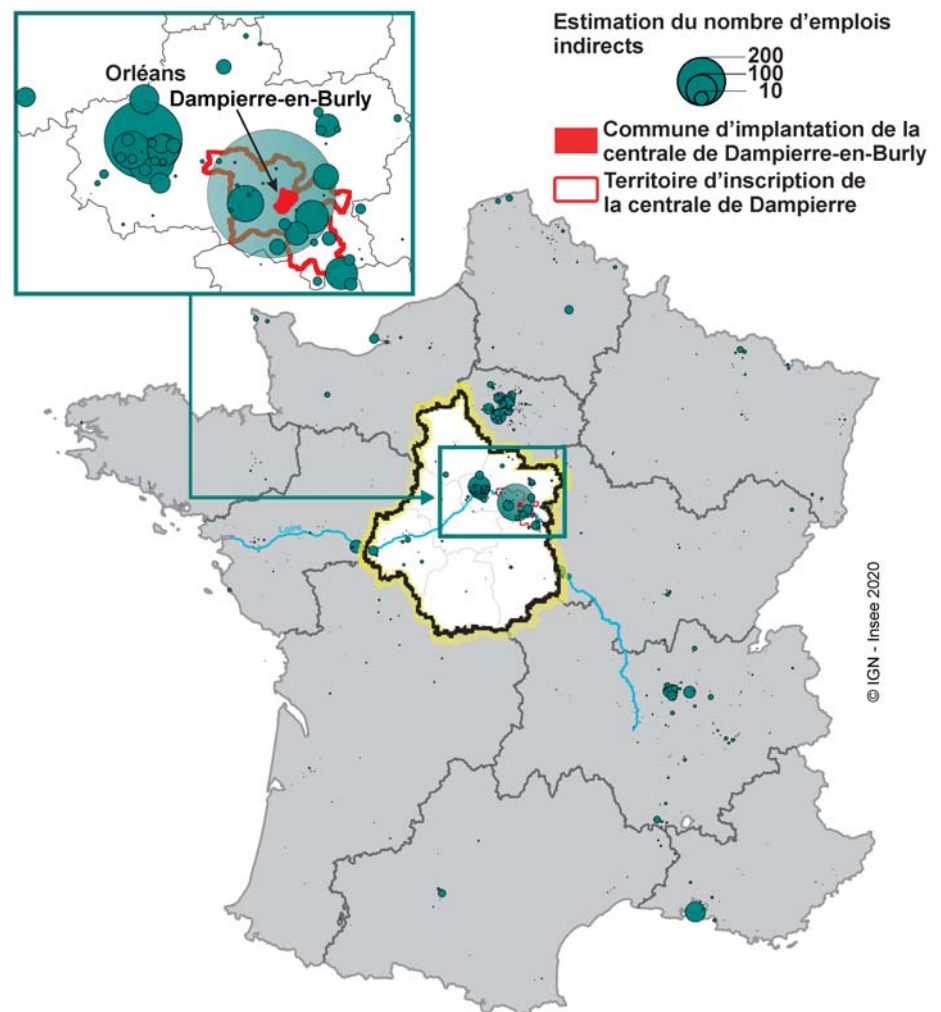
Les emplois indirects créés par les commandes passées par le CNPE de Dampierre se situent bien au-delà du territoire d'inscription (figure 5). Seuls 31 % des emplois indirects y sont localisés. Au-dehors, un cinquième des emplois indirects se trouvent au sein de la région Centre-Val de Loire, notamment autour du CNPE de Chinon dans le sud-ouest de la région. Près de 900 sous-traitants travaillent pour plusieurs CNPE de la région et la proximité du CNPE de Belleville a pu favoriser l'implantation d'établissements sur un territoire situé entre Dampierre-en-Burly et Belleville-sur-Loire. Enfin, 14 % des emplois indirects sont en Île-de-France, le reste étant réparti sur l'ensemble du territoire de France métropolitaine.

Un quart des commandes pour des prestations d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques

Pour 95 % des fournisseurs du CNPE de Dampierre, le montant des commandes réalisées avec lui représente moins de 10 % de leur chiffre d'affaires global. Une quarantaine d'établissements sont dépendants des commandes passées par le CNPE à plus de 10 % de leurs chiffres d'affaires.

5 Des emplois indirects répartis sur tout le territoire métropolitain

Estimation au niveau communal du nombre d'emplois indirects alloués par les fournisseurs du CNPE en 2016

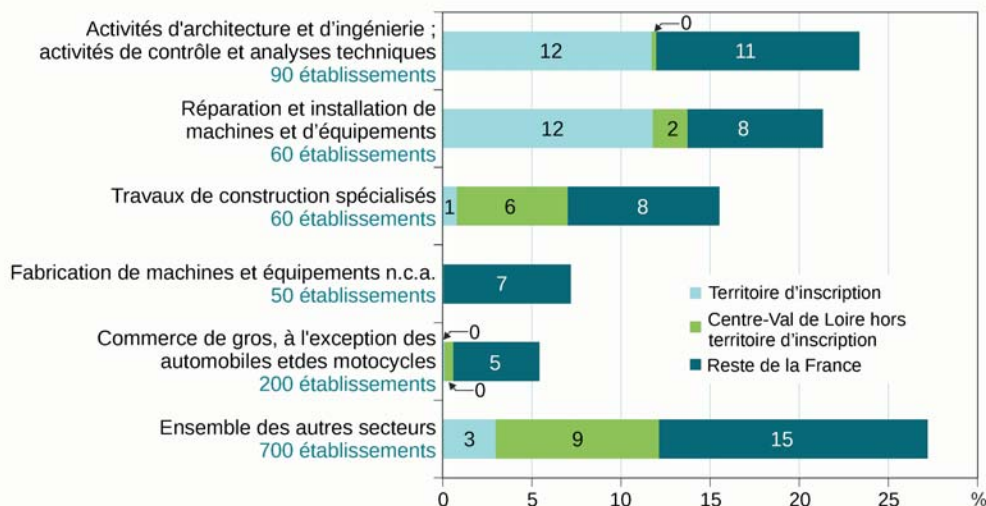


Champ : emplois au lieu de travail - France entière.

Sources : Insee, appariements CLAP-DADS-FEE-RP 2015 ; EDF, salariés et commandes 2016

6 Une part de fournisseurs locaux importante dans les autres activités spécialisées de soutien et de logistique

Une part de fournisseurs locaux importante dans la réparation et installation de machines et d'équipements



Lecture : 12 % des commandes passées par le CNPE de Dampierre sont dirigées vers des fournisseurs du secteur de la réparation et installation de machines et d'équipements, implantés dans le territoire d'inscription.

Champ : commandes passées par le CNPE de Dampierre.

Sources : Insee, appariements CLAP-DADS-FEE-RP 2015 ; EDF, salariés et commandes 2016

Plus de la moitié d'entre eux sont localisés en Centre-Val de Loire (figure 6). Respectivement 23 % et 22 % des commandes passées par le CNPE de Dampierre concernent les activités d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques et celles de réparation-installation de machines et d'équipements. Pour ces deux secteurs, au moins la moitié des commandes sont adressées à des établissements au sein du

territoire d'inscription. La majorité des autres commandes sont réalisées en Île-de-France. C'est particulièrement le cas de la fabrication de machines et d'équipements ou du commerce de gros. En revanche, la situation est plus équilibrée pour les travaux de construction spécialisés où près de la moitié des commandes sont faites auprès des entreprises implantées dans la région. ♦

Définitions et Méthodologie

Emplois directs : nombre d'emplois du CNPE. Les effectifs avec leurs caractéristiques ont été communiqués par EDF.

Emplois indirects : les emplois concernés sont obtenus au prorata des commandes, dont la liste est transmise par EDF, dans le chiffre d'affaires des établissements prestataires.

Emplois induits : nombre d'emplois générés par la consommation courante (alimentation, habillement, logement, services, etc) des familles des emplois directs et indirects.

Population concernée : pour les salariés directs, la population de leurs ménages est estimée selon les données EDF. La taille des ménages des autres salariés est estimée à partir du Recensement de la population.

Territoire d'inscription du CNPE : une zone d'impact ou d'influence économique a été établie en regroupant sans discontinuité des communes selon un seuil d'influence économique d'un établissement ; sont retenues les communes dont au moins 2,5 % de la population active en emploi est concernée par l'activité du CNPE. La commune de Saint-Martin-d'Abbat appartient au territoire malgré un seuil inférieur à 2,5 % pour respect de la continuité géographique. Les communes de Breteau, Faverelles et Neuvy-sur-Loire n'apparaissent pas dans le territoire malgré un seuil supérieur à 2,5 % pour non respect de la continuité géographique.

Activités présentes : activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou de passage.

Activités productives : activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Les **labels des activités** mentionnées dans cette publication correspondent à la nature des activités telles que décrites par EDF et non au label exact de la nomenclature d'activité française (NAF) de l'Insee, ainsi :

► **Activités d'ingénierie** ; Activités et contrôle et analyse techniques (code 71 de la NAF) – Activités d'architecture et d'ingénierie ; Activités et contrôle et analyse techniques.

► **Autres activités spécialisées de soutien et de logistique** (code 39 dans la NAF) – Dépollution et autres services de gestion des déchets.

► **Réparation et installation de machines et d'équipements** (code 33 dans la NAF) – Réparation et installation de machines et d'équipements.

► **Enquêtes et sécurité** (code 80 dans la NAF) – Enquêtes et sécurité.

► **Travaux de construction spécialisés** (code 43 dans la NAF) – Travaux de construction spécialisés.

► **Fabrication de produits métalliques**, à l'exception des machines et des équipements (code 25 dans la NAF) – Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements.

Cette étude a été réalisée dans le cadre d'un partenariat entre la Direction régionale de l'Insee Centre-Val de Loire, la Préfecture du Centre-Val de Loire et la société EDF. Ces travaux s'inscrivent dans le contexte de la **programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) 2019-2023** et du **grand carénage**. En Centre-Val de Loire, ce dernier concerne les quatre CNPE. Ce programme industriel national d'EDF porte sur des investissements et travaux de grande envergure dans le domaine nucléaire. Les chantiers concernent prioritairement l'amélioration de la sûreté, mais aussi le remplacement de gros composants (alternateurs, turbines...) et la rénovation du contrôle de commande, dans le but de prolonger la durée de fonctionnement des centrales. Le programme des travaux va s'échelonner sur une dizaine d'années environ. EDF prévoit une mobilisation moyenne de 5 000 intervenants extérieurs (hors opérations habituelles de maintenance).

Les résultats de cette publication ne prennent pas en compte l'impact du Grand Carénage.

Bibliographie

- [2 810 emplois et 7 700 personnes liés économiquement au CEA Valduc, Insee Analyses Bourgogne-France-Comté n°63, novembre 2019.](#)
- [En Indre-et-Loire, 11 100 habitants impactés par la Base de Défense de Tours, Insee Analyses Centre-Val de Loire n°55, juin 2019.](#)
- [3 700 emplois liés à la centrale nucléaire de Cattenom et 61 communes concernées dans le Grand-Est, Insee Analyses Grand-Est n°91, février 2019.](#)
- [Une inscription territoriale diffuse pour la centrale nucléaire de Fessenheim, Insee Analyses Grand-Est n°2, juillet 2014.](#)

Insee Centre-Val de Loire
131 rue du faubourg Bannier
45034 Orléans Cedex 1

Directrice de la publication :
Yvonne Pérot

Chef de service :
Vincent Bernard

Chef de projets :
Rémi Josnin

Rédactrice en chef :
Martine Blouin

Relations médias :
medias-centre@insee.fr

ISSN 2262 - 5828
©Insee 2020

